

**DIRECTION DE L'ÉDUCATION  
COMITÉ DES POLITIQUES D'ÉDUCATION**

**Réseau sur l'accueil et l'éducation des jeunes enfants**

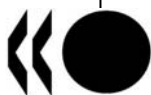
**COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 5E RÉUNION DU RÉSEAU DE L'OCDE SUR L'ACCUEIL ET  
L'ÉDUCATION DES JEUNES ENFANTS : OFFRE DE MAIN-D'OEUVRE, DIPLÔMES ET  
PERFECTIONNEMENT**

La réunion s'est tenue au siège de l'OCDE à Paris les 11 et 12 mai 2009

Miho Taguma, Division des politiques d'éducation et de formation  
[tél. : +33 (0) 1 45 24 92 65 ; e-mail : [Miho.Taguma@oecd.org](mailto:Miho.Taguma@oecd.org)]

**JT03275720**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format



**COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 5<sup>E</sup> RÉUNION DU RÉSEAU DE L'OCDE SUR  
L'ACCUEIL ET L'ÉDUCATION DES JEUNES ENFANTS**

**1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR** **EDU/EDPC/EAJE/A(2009)/REV1**

1. Le Groupe **ADOPTE** l'ordre du jour.

**2. ADOPTION DU COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 4<sup>E</sup> RÉUNION** **EDU/EDPC/EAJE/M(2008)3**

2. Le Groupe **ADOPTE** le compte rendu succinct de la 4<sup>e</sup> réunion du Réseau de l'OCDE sur l'accueil et l'éducation des jeunes enfants.

**3. ÉLECTION DU BUREAU**

3. Nous avons reçu la lettre de démission de :

- M. Karl LeQuesne (Nouvelle-Zélande)

Le Réseau constitue le Bureau suivant :

- Mme Kari Jacobsen (Norvège) – Présidente
- Mme Mugyeong Moon (Corée)
- M. Keisuke Otani (Japon)
- M. Arturo Sáenz (Mexique)
- Mme Luisa Ucha Silva (Portugal)
- M. François Weldon (Canada)

**4. EXPOSÉ LIMINAIRE**

4. Mme Deborah Roseveare, qui dirige la Division des politiques d'éducation et de formation, souhaite la bienvenue aux participants. Elle expose les objectifs de la réunion et décrit brièvement l'état d'avancement du Réseau concernant le nouveau projet.

**5. PRÉSENTATION DU THÈME DE LA RÉUNION : OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE, DIPLÔMES ET PERFECTIONNEMENT**

5. Mme Miho Taguma, analyste des politiques à la Division des politiques d'éducation et de formation, souligne l'importance de la formation et des diplômes des enseignants pour obtenir des services d'EAJE de qualité. En outre, elle précise le contexte des points 6 à 8 de la réunion, qui portent sur différentes politiques nationales visant à étoffer l'offre de main-d'œuvre, à améliorer les qualifications du personnel et à développer les possibilités de perfectionnement professionnel. On confrontera les expériences nationales afin de mettre en commun les pratiques (les plus efficaces).

6. Mme Taguma décrit également les difficultés que posent le maintien et l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre. Au sein du secteur de l'EAJE, les taux de rotation du personnel sont élevés et les nouveaux entrants sont peu nombreux. De plus, la faiblesse des niveaux de qualifications des personnels de l'EAJE est un vrai problème. Il semble particulièrement difficile d'améliorer le niveau de qualifications des personnels et des éducateurs les moins qualifiés. Toutefois, les recherches montrant que cette méthode est efficace dans les services d'EAJE sont rares. À cause de toutes ces difficultés, on manque de données sur ces sujets dans le secteur de l'EAJE, le personnel est en général (plus) faiblement qualifié et les possibilités de surmonter ces difficultés ne sont pas suffisantes.

## 6. POLITIQUES EFFICACES POUR ASSURER L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

7. Les représentants de plusieurs pays du Réseau font part de leur expérience et décrivent des politiques (ainsi que leur mise en œuvre) visant à obtenir une offre de main-d'œuvre stable ou améliorée.

8. M. Christer Tofténus (Suède) mentionne les faits nouveaux intervenus au sein des politiques d'éducation dans son pays. Il fait observer que la Suède a des règles très souples en ce qui concerne les diplômes du personnel, ce qui doit être révisé. Il ajoute que le secteur de l'éducation préscolaire souffre d'une grave pénurie de main-d'œuvre – un sujet de préoccupation croissant. Les pouvoirs publics suédois ont donc proposé plusieurs amendements à la Loi sur l'enseignement, notamment des obligations mieux définies pour les personnels de l'EAJE dans un avenir proche. Des incitations sont également prévues pour améliorer la qualité des classes en renforçant la formation des enseignants.

9. M. Arturo Sáenz Ferral (Mexique) explique que, malgré le large éventail des services nationaux d'EAJE dû au développement du multiculturalisme et de la diversité, sept millions d'enfants âgés de 0 à 3 ans ne sont inscrits dans aucune forme de service préscolaire ou de centre d'accueil, à cause de conditions économiques et géographiques défavorables. Le Mexique considère donc comme prioritaire de former les actifs et de valoriser ces métiers. Il souligne également l'importance d'indicateurs et de critères efficaces concernant la qualité des services d'EAJE, qui devraient aider à développer encore le secteur.

10. Marissa Krenn-Wache (Autriche) indique que son pays compte plusieurs types d'instituts de formation pour les éducateurs de l'EAJE. Il existe une formation de cinq ans (5376 heures) pour les adolescents et une formation de deux ans pour les personnes de 19 ans et plus. La tradition pédagogique sociale du pays définit le développement du secteur de l'EAJE, qui offre à la fois une approche éducative et sociale. Un nouveau programme gouvernemental, instauré en 2008, vise à actualiser la formation des éducateurs et propose d'autres améliorations.

11. Pauline Jones (Angleterre) présente le cadre de l'*Early Years Professional Status* (EYPS) en Angleterre. Il s'agit d'un statut qui peut être obtenu par les éducateurs des services d'EAJE pouvant démontrer qu'ils sont certifiés et qualifiés pour enseigner à de jeunes enfants. Mme Jones explique les fonctions du *Children's Workforce Development Council* (CWDC), comment l'EYPS s'est développé dans le temps, quels résultats ont été obtenus et quelles avancées ont été faites. Le Conseil CWDC a un double rôle : il fonctionne au sein d'un conseil chargé des compétences sectorielles et agit en tant qu'organe de réforme concernant la main-d'œuvre. Les principaux moteurs d'un développement progressif sont un engagement fort de la part des autorités et des financements publics importants, ainsi que la priorité accordée à la qualité des services privés d'EAJE. L'EYPS peut être obtenu en réunissant toutes les modalités requises et en faisant la preuve, au moyen d'une évaluation nationale, que toutes les normes ont été respectées. Bien que plus de 3000 personnes aient déjà obtenu ce statut, il est prévu d'aider plus de personnes à se conformer aux normes de l'EYPS dans un avenir proche.

## 7. POLITIQUES EFFICACES POUR OBTENIR LES DIPLÔMÉS VOULUS

12. Le Réseau étudie également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques efficaces concernant les diplômes des personnels des services d'EAJE. En mettant l'accent sur les différents niveaux de qualifications, la validation des acquis de l'expérience professionnelle, les tranches d'âge couvertes par les différents diplômes et sur les avantages qu'offre un cadre national ou professionnel de certification, les intervenants suivants donnent des informations au nom de leurs pays :

13. M. Mark Unwin (Australie) donne un bref aperçu des cadres qui régissent les deux filières qui permettent d'obtenir un diplôme dans le secteur de l'EAJE en Australie. L'*Australian Qualifications Framework* (AQF) définit les normes applicables à tous les diplômes postsecondaires et réglemente donc directement la qualité des diplômes délivrés aux personnels de l'EAJE. Les diplômes de l'EFP relèvent de l'*Australian Qualifications Training Framework* (AQTF), qui définit les normes de fonctionnement des instituts de formation agréés pour proposer des services de formation et délivrer des diplômes d'EFP. L'AQTF regroupe des programmes de formation nationaux et des cursus homologués qui définissent les diplômes, les compétences et les critères d'évaluation dans des domaines de formation spécifiques. S'agissant de la filière d'enseignement général, l'AQF décrit l'objectif, le contexte, les résultats, la responsabilité de l'évaluation, les cursus (y compris la durée), le pouvoir de délivrance du diplôme et la certification établie. Outre l'AQF, la qualité des diplômes dans l'enseignement général est garantie par des protocoles nationaux convenus, qui précisent les processus et les critères d'approbation des établissements d'enseignement supérieur et de leurs programmes, ainsi que par l'*Australian Universities Quality Agency*, qui mène des contrôles d'assurance qualité et des audits sur toutes les procédures publiques d'homologation tous les 5 à 7 ans.

14. Mme Bea Buysse (Belgique) explique qu'en raison des élections prochaines, il est assez difficile de diffuser l'information sur les plans d'action concernant l'EAJE en Belgique. Elle fait également valoir qu'il n'existe pas dans son pays de formation pour les personnels des services publics d'accueil des enfants, qui sont les plus utilisés. En outre, aucune évaluation de la qualité du secteur privé n'est requise. Le pays souffre par ailleurs du très petit nombre de nouveaux entrants dans le secteur de l'EAJE, à cause des faibles incitations offertes à ces personnels et de la situation géographique des centres d'accueil des enfants en Belgique.

15. Mme Danielle Despots (Canada) mentionne les données statistiques concernant l'EAJE au Québec. Elle fait observer que le taux de rotation des personnels est élevé, malgré des incitations intéressantes. Les personnels doivent satisfaire à de nombreuses exigences, notamment 1830 heures de formation spécifique à l'EAJE offerte aux membres du personnel, avec des cours dans les domaines suivants : sociologie, capacités de communication, 660 heures de formation générale en langue, éducation physique et philosophie, et 500 heures de stage. Mme Despots fait valoir que des progrès sont possibles, notamment en ce qui concerne le dialogue entre employeurs et syndicats ainsi que sur le tutorat et la diversité des emplois.

16. Pablo Rupin (Chili) explique que le Chili cherche à devenir plus uni et plus développé. La formation des professionnels de l'EAJE est essentielle au développement du pays. Plus de 500 000 enfants sont inscrits dans ces services. Les exigences applicables au personnel dépendent de leur fonction : les éducateurs doivent avoir suivi une formation universitaire et les assistants une formation secondaire technique de deux ans au moins, complétée par une spécialisation. Pour soutenir le développement du secteur éducatif, le Chili distribue des bourses complètes à une partie des étudiants qui souhaitent travailler dans ce secteur.

## **8. POLITIQUES VISANT À OFFRIR DES POSSIBILITÉS DE PERFECTIONNEMENT ET DES INCITATIONS À CET EFFET**

17. La séance porte sur les politiques propices au perfectionnement professionnel des personnels de l'EAJE.
18. Mme Luisa Ucha Silva (Portugal) précise que les personnels de l'EAJE au Portugal utilisent une stratégie d'évaluation par les pairs pour s'évaluer les uns les autres. Le niveau de qualité des éducateurs est faible au Portugal. La formation continue, obligatoire pour tous les personnels du secteur, représente 25 heures de cours par an, dont 50 % de cours spécialisés.
19. Mme Nada Pozar Matijasic (Slovénie) indique que les enseignants et les aides des services d'EAJE doivent respecter plusieurs exigences. Tous doivent avoir obtenu un diplôme de 4<sup>e</sup> année d'université et suivi une formation spécialisée. Ils doivent également suivre une formation sur poste de cinq jours par an en moyenne ou de 15 jours tous les trois ans. Le ministère de l'éducation propose des incitations financières (rémunération) aux participants à cette formation. Les enseignants du primaire et du secondaire travaillent 40 heures par semaine, alors que ceux du niveau préscolaire travaillent 30 heures.

## **9. NOUVEAU PROJET PROPOSÉ : PROMOUVOIR LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR DE L'EAJE [EDU/EDPC/EAJE(2009)2]**

20. Deborah Roseveare présente une vue d'ensemble du nouveau projet proposé pour la Division, dont elle fait valoir l'importance. Miho Taguma présente la proposition ainsi que la question de fond qui serait traitée, les nouveaux types de résultats produits, le champ d'application du projet, les résultats attendus, les tâches et le calendrier, ainsi que les modalités financières de la participation.
21. Mme Frances Kelly (Nouvelle-Zélande), qui anime le débat, souligne la pertinence de ce projet, au sens où il met l'accent sur le rôle et les capacités des pouvoirs publics dans le secteur de l'EAJE. Certaines questions sont proposées pour le projet : quelles structures sont les plus efficaces selon les systèmes (prestation directe par le pouvoir central, prestation par les communes/régions, ONG, organismes privés à but non lucratif et lucratif) ? Quelle formule fonctionne – et comment fonctionne-t-elle – si l'État n'est pas le détenteur du système ? En particulier, comment la formation initiale en EAJE peut-elle aider le plus efficacement possible les éducateurs qui vont être confrontés à des cultures, valeurs et situations minoritaires ? Si les groupes socio-économiques les plus défavorisés sont ceux qui bénéficient le plus des services d'EAJE, quel est le niveau de qualité minimum requis pour des subventions universelles, et quels sont les meilleurs outils afin de réduire au minimum les risques de captation ?
22. Mme Mugyeon Moon (Corée), en tant que seconde intervenante, estime que ce projet est globalement clair et très détaillé quant à ses objectifs, aux dimensions de la qualité (indicateurs de résultats, de moyens et de processus) et aux activités proposées. Parmi les indicateurs relatifs aux moyens consentis au niveau du système, la Corée s'intéresse particulièrement aux rôles et responsabilités répartis entre autorités centrales et locales, aux stratégies permettant de garantir les investissements publics ainsi que la transparence publique des centres privés, au suivi et à l'évaluation des politiques, et à une approche participative de l'amélioration de la qualité. Mme Moon juge également que, dans la mesure où de nombreux pays s'intéressent de plus en plus aux questions liées à la qualité des services destinés aux enfants de moins de 3 ans, les moyens d'action proposés et le

dialogue de fond semblent très novateurs et peuvent contribuer à améliorer la formulation et la mise en œuvre des politiques.

23. Plusieurs délégués soulignent la nécessité de hiérarchiser la sélection des indicateurs au niveau du système, des projets et des résultats. Nombre d'entre eux estiment que les indicateurs de résultats devraient être au cœur du projet et que la Division ETP devrait collaborer avec DELSA sur ce point. Les délégués se félicitent que les moyens consentis au niveau du système s'appuient sur les travaux précédents des volumes I et II de *Petite enfance, grands défis*.

24. De manière générale, les réactions sont positives. La plupart jugent le projet très intéressant et pertinent. Ils se déclarent satisfaits que le groupe d'âge cible soit les 0-6 ans mais estiment également que la proposition doit inclure des travaux scientifiques et que le rôle du Réseau n'est pas apparent en ce qui concerne l'ajustement des indicateurs. Ils pensent qu'il devrait y avoir un lien plus étroit avec les résultats plutôt qu'avec les processus et que l'UNESCO et la Commission européenne pourraient être invitées à participer à ce projet.

## **10. MODÈLE PROPOSÉ EN VUE D'ACTUALISER LES [EDU/EDPC/EAJE(2009)3] PROFILS PAR PAYS**

25. Miho Taguma présente le « menu » de l'exercice d'actualisation des profils par pays. Les pays ont été invités à choisir les sujets devant être pris en compte dans le modèle, à suggérer des priorités pour les mises à jour et à convenir de la méthode de publication des résultats. Il est proposé que l'exercice de mise à jour soit complété par la collecte de données de DELSA et que le Réseau se concentre sur les données et les informations correspondant à des priorités de l'action des pouvoirs publics.

26. Dominic Richardson, de la Division des politiques sociales de DELSA, informe les délégués des travaux menés au sein de DELSA et des liens directs que ces travaux ont avec le nouveau projet du Réseau. Il offre un aperçu des données recueillies par sa Division dans le cadre de la base de données sur le bien-être des enfants et de Wikichild, ainsi que de la façon dont les profils par pays s'articuleront avec la collecte des données. Il précise que les profils compléteront les travaux de la Division SPD en aidant à comprendre les actions précoces et d'autres domaines tels que les données sur les dépenses sociales.

27. Dans l'ensemble, le Réseau aime l'idée de comparer les résultats et de les publier sur le site web. Plusieurs délégués signalent qu'ils transmettront des observations par écrit.

## **11. NOUVELLES D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

28. Le Réseau EAJE souhaitant explorer des pistes de collaboration avec d'autres organisations internationales sur le nouveau projet, la Commission européenne et l'UNESCO présentent des exposés.

29. Mme Nora Milotay, de la Commission européenne, présente les travaux de la Commission sur le thème *Améliorer les compétences pour le XXI<sup>e</sup> siècle : un programme de coopération européenne en matière scolaire* (juin 2008). Elle cite : « Les approches précoces, intensives et multisystémiques en matière d'EAJE peuvent donner des résultats impressionnants sur le long terme, en particulier chez les enfants de milieux défavorisés ». Actuellement, la Commission est en train de définir les domaines prioritaires et les méthodes de travail pour les travaux futurs dans le domaine de l'EAJE au niveau européen. À cet égard, les 40 Objectifs qualité définis par le Réseau sur la garde des enfants de la Commission européenne (1996), la publication récente de l'Agence EACEA, intitulée *Tackling Social and Cultural Inequalities Through Early Childhood Education and Care* (2009), et

l'étude à paraître du NESSE, *Early Childhood Education and Care - Key Lessons from Research for Policy Makers*, se sont révélés très utiles.

30. Mme Paula Razquin et Mme Yoshie Kaga (UNESCO) présentent les travaux de l'UNESCO dans ce domaine. La collecte de données sur la petite enfance et les sources dans le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous portent essentiellement sur des pays en développement. Le premier objectif de l'éducation pour tous porte sur les jeunes enfants et est issu de l'Institut de statistique de l'UNESCO et de plusieurs enquêtes internationales auprès des ménages. L'UNESCO ne supervise pas seulement des analyses des politiques, elle en mène également. Sa représentante souligne que, parmi les questions liées à la qualité, on peut citer la collaboration interministérielle sur l'amélioration de la formation des personnels affectés aux jeunes enfants. L'étude en cours de l'UNESCO sur les leçons tirées du regroupement de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants porte notamment sur les principes et les conséquences de tel ou tel choix sur la qualité à différents niveaux. Mme Kaga indique que les travaux de l'OCDE sur les profils et la qualité alimenteront l'analyse des services d'EAJE dans des pays non membres de l'OCDE et apporteront des éléments précieux à la Conférence mondiale de 2010 sur l'EAJE, organisée par l'UNESCO et la ville de Moscou.

## **12. UNE VOIE À SUIVRE**

31. Mme Kari Jacobsen, Présidente du Réseau, fait le bilan de la réunion et évoque la façon dont le Réseau pourrait avancer en vue de faire de ce nouveau projet un succès, l'important étant d'ordonner les différents aspects : évolution des politiques, données manquantes, priorités de recherche et d'évaluation, décalage en matière de politique, actions et stratégies efficaces, contextes dans lesquels elles s'inscrivent. La Présidente espère que le Réseau obtiendra des informations intéressantes dans ces domaines.

32. Mme Taguma présente le plan d'action pour peaufiner le nouveau projet et envoyer un courrier officiel décrivant la proposition de projet et sollicitant des contributions volontaires d'ici à l'automne 2009. Un questionnaire sera également envoyé aux pays d'ici l'automne 2009, auquel les pays sont invités à répondre d'ici la mi-octobre 2009.

## **13. AUTRES QUESTIONS**

33. La présidente présente son résumé et annonce que la prochaine réunion, qui portera sur le regroupement de l'éducation et de l'accueil, est prévue en décembre 2009 à Paris.

**Participants list for Education Policy Committee - Network on Early  
Childhood Education and Care - 5th Meeting: Workforce supply,  
qualifications and development / Liste des participants pour Comité des  
politiques d'éducation - Réseau sur l'accueil et l'éducation des jeunes  
enfants - 5ème réunion : Provision, qualification et formation de la main  
d'oeuvre**

**11/5/2009 - 12/5/2009**

**Australia/Australie**

Ms. Oonying CHIN  
Minister-Counsellor for Education and Employment  
Australian Department of Education, Employment and Workplace  
Relations  
Permanent Delegation  
4 Rue Jean Rey  
75015 Paris  
France  
Tel: +33 1 40 59 33 45  
Fax: +33 1 40 55 93 94  
Email: oonying.chin@aei.gov.au

Mr. Mark UNWIN  
Advisor  
Permanent Delegation  
4, rue Jean Rey  
75015 Paris  
France  
Tel: +33 1 40 59 33 38  
Email: mark.unwin@aei.gov.au

**Austria/Autriche**

Ms. Marisa KRENN-WACHE  
Head of Federal Training College for Kindergarten Pedagogues  
Federal Training College for Kindergarten Pedagogues Klagenfurt  
Hubertusstrasse 1  
9020 Klagenfurt  
Austria  
Tel: +43 463 23364  
Fax: +43 463 23364 12  
Email: bakip-dir@lkr-ktn.gv.at

**Belgium/Belgique**

Ms. Veronique ADRIAENS  
Assistant to the Director  
Department of Education  
Koning Albert II Laan 15  
B-1210 Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 553 9232  
Fax: +32 2 553 9395  
Email: veronique.adriaens@ond.vlaanderen.be



Ms. Bea BUYSSE  
Scientific Advisor  
Kind en Gezin (Child and Family)  
Hallepoortlaan 27  
B-1060 Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 533 14 22  
Fax: +32 2 534 14 48  
Email: bea.buysse@kindengezin.be

Mrs. Katleen GOVAERT  
Staff Member  
Kind en Gezin  
Hallepoortlaan 27  
1060 Brussels  
Tel: +32 2 533 12 44  
Fax: +32 2 544 02 80  
Email: katleen.govaert@kindengezin.be

**Canada/Canada**

Mr. Sébastien BEAULIEU  
First Secretary  
Permanent Delegation  
15 bis, rue de Franqueville  
75016 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 43 20 10  
Fax: +33 1 44 43 20 99  
Email: sebastien.beaulieu@international.gc.ca

Mrs. Danielle DESPOTS  
Directrice  
Ministère de la Famille et des Aînés  
600, rue Fullum, 4e étage  
H2K 4S7 Montréal  
Canada  
Email: Danielle.despots@mfa.gouv.qc.ca

Ms. Rachael LINDSAY  
Assistant Director  
Human Resources and Skills Development Canada, Family Policy  
140 Promenade du Portage, Phase IV, 3rd Floor, room 3A-052  
K1A 0J9 Gatineau  
Canada  
Email: rachael.lindsay@hrsdc-rhdsc.gc.ca

**Czech Republic/République  
Tchèque**

Dr. Pavla POLECHOVA  
Senior Officer  
Ministry of Education, Youth and Sports  
Karmelitská 7  
118 12 Praha 1  
Czech Republic  
Tel: +420 257 193 139  
Fax: +420 257 193 130  
Email: pavla.polechova@msmt.cz

**Finland/Finlande**

Ms. Tarja KAHILUOTO  
Ministerial Adviser  
Department for Family and Social Affairs  
Ministry of Social Affairs and Health  
P.O. Box 33  
Valtioneuvosto  
00023 Helsinki  
Finland  
Tel: +358 9 160 73227  
Fax: +358 9 160 74120  
Email: tarja.kahiluoto@stm.fi

Mr. Heikki KOKKALA  
Counsellor  
Permanent Delegation  
6 rue de Franqueville  
75116 Paris  
France  
Tel: +33 1 45 24 72 92  
Fax: + 33 1 45 20 63 04  
Email: heikki.kokkala@formin.fi

**France/France**

M. Patrick DOSTES  
Conseiller  
Délégation Permanente  
5 rue Oswaldo Cruz  
75016 Paris  
France  
Tel: +33 1 43 17 57 01  
Fax: +33 1 43 17 58 32  
Email: patrick.dostes@diplomatie.gouv.fr

Claire BERTHIER  
Chargée de mission  
Représentation Permanente de la France auprès de l'OCDE  
5 Rue Oswaldo Cruz  
75016 Paris 16  
France  
Tel: +33 1 43 17 57 03  
Email: [claire.berthier@diplomatie.gouv.fr](mailto:claire.berthier@diplomatie.gouv.fr)

Mme Nadine PROST  
Chargée de mission pour l'OCDE  
Ministère de l'Education nationale/Ministère de l'Enseignement  
supérieur et de la recherche  
Direction des relations européennes & internationa  
99 rue de Grenelle  
75007 Paris  
France  
Tel: +33 1 55 55 75 31  
Fax: +33 1 55 55 61 23  
Email: [nadine.prost@education.gouv.fr](mailto:nadine.prost@education.gouv.fr)

**Italy/Italie**

Mrs. Silvana MARRA  
D.G. for School Personnel (training) - Charge to Teacher Support in  
Support for School Autonomy  
Ministry of Education  
Viale Trastevere 76/A  
00153  
Italy  
Tel: (0039) 06 58492584  
Fax: (+39) 0658492888  
Email: [silvana.marra@istruzione.it](mailto:silvana.marra@istruzione.it)

**Korea/Corée**

Ms. Yeonhee GU  
First Secretary  
EDU  
Permanent Delegation  
4 Place de la Porte de Passy  
75016 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 05 21 81  
Fax: +33 (1) 47 04 29 78  
Email: [greensky@mest.go.kr](mailto:greensky@mest.go.kr)

Ms. Mugyeong MOON  
Director of Trend Analysis & International Cooperation Team  
Korea Institute of Child Care and Education  
Ankuk Building 11F,  
175-87 Anguk-Dong, Jongno-Ku  
110-734 Seoul  
Korea  
Tel: +82 2 398 7710  
Fax: +82 2 730 3317  
Email: mgmoon1@hanmail.net

Mr. Kwang Soo SHIN  
Deputy Director  
Ministry of Education, Science and Technology  
Early Childhood Education & Care Division  
Tel: +(82-2)2100-6558  
Email: soo1993@mest.go.kr

**Mexico/Mexique**

Dr. Arturo SÁENZ FERRAL  
General Director  
National Council for the Promotion of Education  
Río Elba 20, Col. Cuauhtémoc, Del. Cuauhtémoc  
06500 Mexico City  
Mexico  
Tel: +52 (55) 52 41 74 10  
Email: asaenz@conafe.gob.mx

Mrs. Luisa SOLCHAGA  
Second Secretary  
Permanent Delegation  
8, RUE DE BERRI  
75008  
Tel: +33 1 56 59 29 13  
Fax: + 33 1 45 63 03 63  
Email: lsolchaga@delegamexocde.org

Ms. Lucero NAVA BOLAÑOS  
Director of the Unit on Compensatory Programmes  
National Council for the Promotion of Education  
Río Elba 20, Col. Cuauhtémoc , CUAUHTEMOC  
06500 Mexico City  
Mexico  
Tel: +52 (55) 52 41 74 43  
Email: lnava@conafe.gob.mx

Mr. Gerardo FRANCO  
Research Analyst  
Permanent Delegation of Mexico to the OECD  
8 rue de Berri  
75008 Paris  
France  
Tel: +33 1 56 59 29 16  
Fax: +33 1 45 63 03 63  
Email: gfranco@delegamexocde.org

**New Zealand/Nouvelle-Zélande**

Ms. Frances KELLY  
Chair of the CERI Governing Board  
New Zealand Mission to the European Union  
Square de Meeus, 1  
1000 Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 550 12 34  
Fax: +32 2 513 48 56  
Email: frances.kelly@minedu.govt.nz

**Norway/Norvège**

Ms. Kari JACOBSEN  
Senior Adviser  
Royal Norwegian Ministry of Education and Research  
P.O. Box 8119 DEP  
N-0032 Oslo  
Norway  
Tel: +47 22 24 25 26  
Fax: +47 22 24 01 23  
Email: KAJ@kd.dep.no

Ms. Tove MOGSTAD SLINDE  
Senior Adviser  
Ministry of Education and Research  
POSTBOKS 8119 DEP  
0032 OSLO  
Norway  
Fax: + 47 22 25 01  
Email: tsl@kd.dep.no

**Portugal/Portugal**

Ms. Luisa UCHA SILVA  
Director of Curriculum Development Service  
Direcção Geral de Inovação e Desenvolvimento Curricular  
Ministry of Education for Portugal  
Av. 24 de Julho, 140  
1399-025 Lisboa  
Portugal  
Tel: +35(1)213 934 560  
Fax: +35(1) 213 934 685  
Email: luisa.ucha@dgidc.min-edu.pt

Mrs. Liliana MARQUES  
Technical of Pre-school Education  
General Directorate for Innovation and Curriculum Development  
Ministry of Education  
Avenida 24 de Julho, nº140  
1399-025 Lisbon  
Portugal  
Tel: +35 (1) 21 393 4500  
Email: liliana.marques@dgidc.min-edu.pt

Mr. Gabriel BASTOS  
Conseiller Technique  
Permanent Delegation  
10 Bis rue Edouard Fournier  
75116 Paris  
France  
Tel: +33 1 45 03 34 61  
Fax: +33 1 45 03 22 03  
Email: gabriel.bastos@ocde-portugal.com

**Spain/Espagne**

Mme Isabel ALBERDI ALONSO  
Conseiller pour l'Education  
Délégation Permanente  
22, avenue Marceau  
75008 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 43 30 43  
Fax: +33 1 44 43 30 51  
Email: isabel.alberdi@mepsyd.es

Mr. José Antonio BLANCO  
Technical Advisor  
Délégation Permanente de l'Espagne auprès de l'OCDE  
22, avenue Marceau  
75008 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 43 30 43  
Fax: + 33 1 44 43 30 51  
Email: dl.hispania-educacion@unesco.org

Mrs. Teresa GARCÍA SALINAS  
ASESORA TÉCNICO-DOCENTE  
MINISTERIO DE EDUCACIÓN  
C/ LOS MADRAZO, 15-17, 2ª PLANTA  
28071 Madrid  
Spain  
Email: teresa.salinas@educacion.es

**Sweden/Suède**

Christer TOFTÉNIUS  
Senior Administrative Officer  
Ministry for Education and Research  
Drottninggatan 16  
SE-103 33 Stockholm  
Sweden  
Tel: +46 8 405 44 73  
Fax: +46 8 405 19 09

**Switzerland/Suisse**

M. Christian SCHERRER  
Conseiller d'ambassade  
Délégation Permanente  
28, rue de Martignac  
75007 Paris  
France  
Tel: +33 1 49 55 74 61  
Fax: +33 1 45 51 01 49  
Email: christian.scherrer@eda.admin.ch

**United Kingdom/Royaume-  
Uni**

Ms. Pauline JONES  
Senior Programme Manager (Early Years)  
Children's Workforce Development Council  
2nd Floor  
City Exchange  
11 Albion Street  
LS1 5ES Leeds  
United Kingdom  
Tel: +44 113 3907761  
Fax: +44 113 3907744  
Email: Pauline.Jones@cwdcouncil.org.uk

**EC/CE**

Mrs. Nora MILOTAY  
DG Education and Culture  
European Commission  
School Education B2  
Rue de la Loi  
1049 BRUXELLES  
Belgium  
Tel: 00 32 22950400  
Email: nora.milotay@ec.europa.eu

**Chile/Chili**

Ms. Donatella FUCCARO TELLECHEA  
Coordinadora de Proyectos  
Unidad de Relaciones Internacionales y Alianzas Estratégicas Junta  
Nacional de Jardines Infantiles - JUNJI -Gobierno de Chile  
Marchant Pereira 726  
Providencia  
Chile  
Email: dfuccaro@junji.cl

Mrs. Estela ORTIZ  
Vice-President  
Junta Nacional de Jardines Infantiles (JUNJI)  
Junta Nacional de Jardines Infantiles  
Marchant Pereira 726  
Santiago  
Chile  
Tel: +56 2 654 5036  
Fax: +56 2 654 5201  
Email: eortiz@junji.cl

M. Pablo RUPIN  
Funcionario area de estudios  
Studies Department  
Junta Nacional de Jardines Infantiles (JUNJI)  
Marchant Pereira 726  
Santiago  
Chile  
Tel: +56 2 6545 710  
Fax: +56 2 6545 201  
Email: pablорupin@hotmail.com

Ms. Carla SELMAN

Mr. Patricio UTRERAS  
Counsellor, OECD Affairs  
Permanent Delegation  
2 avenue de la Motte-Picquet  
75007 Paris  
France  
Tel: +33 1 44 18 59 60  
Fax: +33 1 44 18 59 61  
Email: putreras@amb-chili.fr

**Slovenia/Slovénie**

Ms. Nada POZAR MATIJASIC  
Secretary  
Ministry of Education and Sport  
Masarykova 16  
1000 Ljubljana  
Slovenia  
Tel: +386 1 400 5410  
Fax: +386 1 400 5332  
Email: nada.pozar-matijasic@gov.si



**UN Educational Scientific  
and Cultural Organization  
(UNESCO)/Organisation des  
Nations Unies pour  
l'éducation la science et la  
culture (UNESCO)**

Ms. Yoshie KAGA  
UNESCO  
Division of Basic Education  
7 Place de Fontenoy  
75007 Paris  
France  
Tel: +33 1 45 68 08 86  
Fax: +33 1 45 68 56 26  
Email: y.kaga@unesco.org

Dr. Paula RAZQUIN  
Education for All Global Monitoring Report  
UNESCO  
7 Place Fontenoy  
Paris  
France  
Tel: 0145681053  
Email: p.razquin@unesco.org

**OECD/OCDE**

Ms. Deborah ROSEVEARE  
Head of Division  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 3234  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 17 54  
Email: Deborah.ROSEVEARE@oecd.org

Ms. Miho TAGUMA  
Analyst  
EDU/ETP  
OECD  
Marshall Building 4141  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris  
France  
Tel: +(33-1) 45 24 92 65  
Email: Miho.TAGUMA@oecd.org